

Gérald Andrieu : « Ces Français “qui ne sont rien” m'ont fait du bien à l'âme »



Gérald Andrieu. - Crédits photo : SERGE PICARD

Vox Societe (<http://premium.lefigaro.fr/vox/societe>) | Par Alexandre Devecchio (#figp-author)

Mis à jour le 06/10/2017 à 09h08

FIGAROVOX/ENTRETIEN - D'octobre 2016 à mars 2017, de Dunkerque à Menton, Gérald Andrieu a parcouru à pied la frontière terrestre de notre pays. En marche pour de vrai, il est allé à la rencontre des Français qui n'attendaient pas Macron.

Gérald Andrieu a fait ce que tous les journalistes politiques devraient faire: troquer les déjeuners en ville contre un sac à dos et des chaussures de marche. En 1937, Georges Orwell, dans *Le Quai de Wigan*, était allé explorer l'«inframonde» des mineurs du nord de l'Angleterre. En 2017, loin de Paris, des sondages et des prétendants au trône, Andrieu a choisi d'arpenter ce «vestige d'avant Schengen» qu'est la frontière. «Tous les sujets qui font débat et auraient mérité d'être discutés pendant cette campagne présidentielle passent par celle-ci», note-t-il. 2 000 kilomètres de marche aux côtés de «ceux qui ne sont rien». Malgré les usines et les commerces qui ferment, les grandes surfaces qui défigurent le paysage, l'arrivée de migrants qui viennent ajouter de la misère à la misère, ils ont su rester plus dignes que leurs représentants. Plus drôle et plus généreux aussi. «Le Peuple de la frontière» (l'essai le plus important de cette rentrée?), est une odyssée mélancolique au pays des humbles. Un voyage qui donne envie de prendre la route.

Vous expliquez que votre voyage est né de plusieurs refus. Lesquels?

Il y avait d'abord un refus de couvrir la présidentielle comme le font habituellement les journalistes politiques et, comme je le confesse, je l'ai moi-même fait en 2012: en collant aux basques des candidats et de leurs équipes. Que voit-on alors du pays à part des gares, des hôtels et des salles de meeting? Sans parler des Français, qui sont pourtant les premiers concernés! On ne sait rien de leurs aspirations. De toute façon, dans les rédactions, on estime que la tâche du journaliste politique est ailleurs: il n'est pas là pour discuter avec eux mais pour conter le «roman» à rebondissements de la campagne. Les lecteurs et les électeurs méritent mieux que ça. Ce métier aussi mérite mieux que d'en être réduit au rang de commentateur ou de scénariste de la grande telenovela présidentielle.

Je voulais rompre également avec cette immédiateté qui est en train de rendre fou le journalisme. Lors d'une présidentielle, la pathologie s'aggrave, les médias se voyant en plus gagnés par de régulières et violentes crises d'épilepsie. Il faudrait réagir à tout et tout le temps, participer au brouhaha ambiant, rebondir sur la moindre «petite phrase» sans jamais se pencher sur les grands tracés du pays.

Il me fallait donc m'éloigner le plus possible de Paris, des candidats et de ce bruit, et ralentir aussi. Marcher le long de la frontière à la rencontre de nos concitoyens paraîtra peut-être absurde, j'en ai conscience, mais c'est la solution qui m'a semblé la plus appropriée.

Je n'ai pas entrepris ce voyage comme si j'étais Dora l'exploratrice. Ce peuple, je le connaissais avant ce périple : j'en suis

Vous écrivez que cette présidentielle a été «la plus navrante d'entre toutes».

Pourquoi?

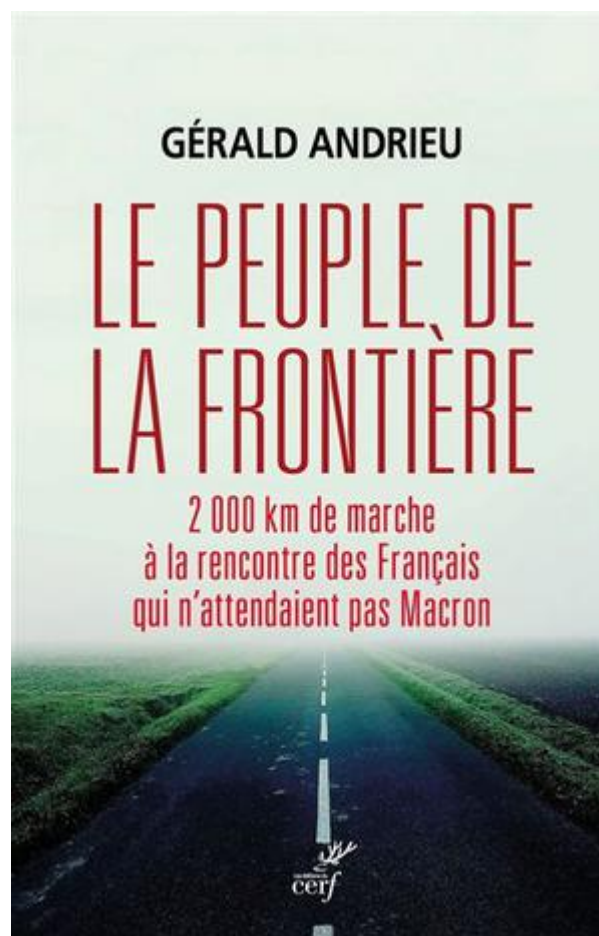
Qui pourrait se satisfaire d'une telle campagne à part, peut-être, ceux qui l'ont remportée? On devrait au moins attendre d'un rendez-vous comme celui-ci qu'il y ait un minimum de débat. Mais là, l'affaire Fillon a tout embolisé. Puis est venue la qualification du FN pour le duel final qui a transformé la présidentielle en une élection à un seul tour. Résultat: la «bataille» des idées n'a pas eu lieu, la grande discussion que notre pays aurait pourtant méritée a été reportée sine die.

Une seule et unique mesure a été vraiment débattue au point de parvenir jusqu'aux oreilles des Français croisés sur ma route. Il s'agit du revenu minimum universel porté par Benoît Hamon. Une mesure que beaucoup de mes interlocuteurs, en plus, jugeaient

mauvaise! Ils n'attendaient pas d'un candidat — surtout d'un candidat de gauche — qu'il prophétise, accepte et accompagne la disparition du travail, mais au contraire qu'il lutte pour que chacun accède à un emploi et puisse en vivre dignement, ici et maintenant.

Qu'avez-vous vu que les autres journalistes n'ont pas vu?

Peut-être, justement, ce décalage entre les préoccupations des Français et cette non-campagne présidentielle qui occupait tant la profession. Pourtant, les sujets ne manquaient pas. Ils passent d'ailleurs tous plus ou moins, si l'on prend le temps d'y réfléchir, par cette frontière que j'ai choisi d'arpenter: mondialisation, désindustrialisation, chômage, pollution, évasion fiscale, dumping social, libre-échange, Europe, identité, immigration, communautarisme, islamisme, terrorisme... Chacun peut jouer et ajouter un sujet à la liste, la frontière est le «trait d'union» entre tous.



Le Peuple de la frontière. 2 000 km de marche à la rencontre des Français qui n'attendaient pas Macron, de Gérald Andrieu. Editions du Cerf, 240 p., 18 €. - Crédits photo :

Quelle relation les habitants de la frontière ont-ils à celle-ci?

Ils entretiennent avec elle un rapport pour le moins paradoxal. Ils sont ravis de ne plus avoir à faire la queue pour passer la douane. Nombreux seront ceux qui vous raconteront comment eux ou leurs aïeux se débrouillaient pour éviter les contrôles et se procurer essence, tabac ou alcool. Néanmoins, ils semblent avoir conscience qu'elle constitue, pour reprendre l'expression de Régis Debray, un «bouclier» pour les «humbles», qu'elle n'était pas là simplement pour les empêcher d'aller se ravitailler à l'étranger, mais aussi pour leur offrir sa protection. Mais aujourd'hui, alors que la frontière n'est plus, il reste dans la population un besoin fort et insatisfait de protection auquel vient s'ajouter l'envie d'une certaine permanence. Deux demandes auxquelles Emmanuel Macron ne me semble pas vraiment capable de répondre...

La question des migrants est l'un des fils rouges de votre récit. Le peuple de la frontière a un rapport ambivalent à ces derniers. Certains en ont ras le bol, d'autres font preuve d'une extrême générosité. Parfois, cela peut être les deux en même temps...

Je ne sais pas si c'est un «fil rouge», mais en marchant de Dunkerque à Menton, j'ai emprunté le chemin inverse de certains de ces hommes qui arrivent chez nous par l'Italie et essayent de gagner Calais pour embarquer vers le Royaume-Uni. Votre remarque, elle-même, est amusante: non, sur ce sujet, comme sur tant d'autres, les Français ne sont pas d'un seul bloc! Peut-être que le fait que les différents points de vue à l'égard des migrants cohabitent dans mon livre vous a-t-il surpris? C'est en effet rarement le cas dans les reportages. Prenons Breil-sur-Roya, cette commune à la frontière franco-italienne où vit Cédric Herrou, ce jeune agriculteur qui a choisi de leur porter assistance et dont les déboires judiciaires font la une des médias. Quand on lit les articles qui lui sont consacrés, on croirait cette vallée de l'arrière-pays niçois habitée par des centaines d'adeptes de la «désobéissance civile». Evidemment, sur place, les choses sont plus complexes que cela. On ne croise pas des Henry David Thoreau à tous les coins de rue!

Alors, pourquoi les journalistes n'interrogent-ils jamais ceux qui n'en peuvent plus?

Je pose la question dans le livre: «Ou les médias ne veulent pas les entendre, ou bien alors ils ne songent même pas qu'il faudrait leur donner la parole.» Et je me demande d'ailleurs laquelle de ces deux explications est la pire. S'y ajoute une troisième, qu'il ne faut pas non plus négliger et qui nous ramène à cette satanée immédiateté évoquée un peu plus tôt. Les journalistes ont de moins en moins de temps, les reportages coûtent cher, il faut être «efficace». Ne sont donc interrogés, le plus souvent, que les gens que l'on peut contacter depuis Paris et avec qui il est possible de fixer un rendez-vous: élus locaux, responsables associatifs... Bref, des personnalités publiques que les autres médias ont déjà interviewées! Mais ceux qui rongent leur frein en silence, ceux qui n'ont

ni mandat ni fonction, comment trouver leur numéro? Dans les pages blanches, il n'y a pas d'entrée pour «ceux qui ne sont rien». Ou alors, au contraire, il y en a beaucoup trop! Je plaisante, mais il faut du temps pour rencontrer ces gens-là, pour que la confiance s'installe et qu'ils acceptent de vous faire part de leur opinion sur les migrants sans craindre d'être caricaturés en retour et de passer pour des «salauds» dépourvus d'humanité! De même, dans les rangs de ceux qui viennent en aide aux migrants, certains ont des doutes sur la manière dont ils mènent leur action. Là encore, il faut du temps et de la confiance pour que des confidences de ce genre vous soient faites. Toutes ces personnes-là, vous ne les verrez pas témoigner au micro d'une chaîne d'info en continu dont la camionnette a débarqué à peine une heure plus tôt, déployé son antenne satellite sur la place du village et qui repartira après cinq directs de quelques secondes chacun.

Votre périple est aussi un voyage dans la France des petits commerces et des usines fermées. La désindustrialisation est-elle un enjeu majeur?

Le pays que j'ai traversé m'est apparu essoré, atomisé par des années de laisser-faire: laisser fermer les usines, laisser fermer les petits commerces des centres-villes. Et, quand on assiste à un nouvel épisode de ce genre avec Alstom, on se dit que l'exécutif actuel, comme les précédents, ne se soucie guère des conséquences sur la population. Pourtant, les usines et les commerces — c'est idiot de devoir le rappeler — structurent les territoires et la vie locale. Dans ces lieux, on se rencontre, on se raconte, on invente, on se soutient, on lutte aussi côte à côte. On nous parle de «vivre-ensemble» ; voilà un moyen de lui donner corps: en préservant des emplois dans ces territoires-là. Même si, pour le nouveau pouvoir, une usine doit sembler être un lieu terriblement archaïque, comparé à ces start-up dont il rêve tant! Si je rappelle la cohésion sociale générée par les usines et les commerces, auxquels il faut ajouter les services publics, c'est que, dans la France périphérique que j'ai traversée, beaucoup de communes sont devenues des cités-dortoirs. On vit loin de son lieu de travail. Chaque matin, on monte dans sa voiture pour aller bosser à 30, 40, 50 bornes de chez soi. Le soir, on rentre sans croiser ses voisins. Parfois, on ne connaît même pas leurs noms. Et les grandes surfaces dans lesquelles on a fait un arrêt, sur le chemin du retour, ne sont pas les lieux les plus propices pour nouer de nouvelles relations...

Durant mon voyage, Macron ne m'est apparu ni populaire ni impopulaire. Il était en quelque sorte « apopulaire »

En tant que journaliste politique, vous avez aussi eu l'occasion d'observer l'«élite». Quelles sont les différences entre elle et les Français que vous avez rencontrés?

Je n'attribue pas toutes les vertus au peuple, tout comme je ne prête pas tous les défauts aux gens qui nous dirigent. Ce serait inepte. Je n'ai pas non plus entrepris ce voyage comme si j'étais Dora l'exploratrice ou si j'accompagnais l'animateur télé Frédéric Lopez dans un de ses voyages «en terre inconnue»! Ce peuple, je le connaissais avant ce périple: j'en suis. Ceci étant dit, pour avoir observé et côtoyé de près l'un comme l'autre, je n'ai aucun mal à affirmer que nos concitoyens savent bien mieux faire la part des choses entre ce qui est digne et juste et ce qui ne l'est pas. George Orwell appelait ça la «décence ordinaire». Je ne saurais dire autrement. Sans doute, aussi, les Français sont-ils moins cyniques que leurs représentants et cela, je dois l'avouer, m'a fait du bien à l'âme. Ils sont en plus dotés d'un humour, d'une poésie et d'une générosité qui me donnent envie d'enfiler mes chaussures de marche et de reprendre la route.

Vous écrivez que le peuple de la frontière n'attendait pas Macron et que ce dernier l'indiffère. Pourquoi?

Du moins, pendant la campagne, il y avait une indifférence à son sujet. Etant donné les premières décisions de l'exécutif, l'agacement et la colère ont dû commencer à la remplacer! Mais c'est exact: durant mon voyage, Macron ne m'est apparu ni populaire ni impopulaire. Il était en quelque sorte «apopulaire». Durant les premiers mois, son nom n'était même jamais prononcé dans les conversations. Il me fallait l'évoquer pour espérer recueillir une réaction à son sujet. Ce n'est pas qu'il leur était inconnu. Non, Macron était en fait totalement étranger à cette France que je traversais. Ses habitants et ce candidat n'avaient tout bonnement rien en commun: ils veulent de la protection et de la permanence et il leur propose du mouvement, rien que du mouvement, de s'y adapter pour mieux l'accompagner! Entre ce «peuple de la frontière» et Macron, dès le début, ça ne pouvait donc pas coller.

Vous terminez d'ailleurs sur le «tsunami de la désaffiliation» qu'ont été la présidentielle et les législatives. Jusqu'à quand cela peut-il durer? Quelles peuvent être, à terme, les conséquences de cette sécession?

Les journalistes politiques ont pris l'habitude de faire dans le pronostic. Certains font même de belles carrières assis au sommet de montagnes de prédictions foireuses. Mieux vaut laisser cette pratique aux journalistes hippiques. Cependant, sans sombrer complotiste, on peut se demander si nos dirigeants ne se satisfont pas d'un tel désintérêt de la population pour la chose publique. Moins de gens qui votent, ce sont moins de personnes à convaincre. Il suffit de satisfaire le cercle restreint de ses pairs et l'affaire est dans le sac, l'élection est remportée. Rappelons quelques chiffres qui devraient pourtant

nous alarmer un peu plus que le temps d'une simple soirée électorale à la télévision: 12 millions d'abstentionnistes au second tour, 3 millions de votes blancs, 1 million de nuls! Au premier et au second tour des législatives: 51 % puis 57 % d'abstention! On serait presque tenté de militer pour l'instauration d'un quorum à partir duquel les élections devraient être reconvoquées! Là encore, je force un peu le trait. Mais il convient tout de même de se demander comment faire entendre la voix de ces personnes puisque même l'abstention de masse — et de classe, dans le cas présent — n'ébranle pas l'édifice.



(<http://plus.lefigaro.fr/page/alexandredevecchio>)

Alexandre Devecchio (<http://plus.lefigaro.fr/page/alexandredevecchio>)

Suivre (<http://plus.lefigaro.fr/fpservice/follow/membre/81325031242245596367369127435013/2540921>)

Journaliste au Figaro et responsable du FigaroVox. Me suivre sur Twitter : @

(https://twitter.com/Alex_devecch)AlexDevecchio
